

**29 août 1990, Québec**

**Conférence de presse au sujet de la Crise d'Oka**

M. Bourassa: Tout le monde est prêt?

Une voix: M. Bourassa. M. Bourassa: C'est un peu bruyant. Une voix: On vous entend très bien.]

M. Bourassa: Juste quelques mots. Évidemment, vous' êtes au courant comme moi des derniers développements. C'est le premier signe vraiment concret d'un dénouement pacifique, mais ce n'est qu'un début. J'espère vivement que dans les prochaines heures, les prochains jours, nous pourrons compléter le travail qui a été commencé et avoir une solution acceptable

Mme Blouin: M. Bourassa, tout semble bien se dérouler du côté de Kahnawake. On parle déjà de deux barricades de démantelées, mais qu'est ce qui arrive à Oka?

M. Bourassa: Comme vous le savez, le gouvernement du Québec est responsable des opérations militaires et, en même temps, est responsable des négociations politiques. Les deux sont indépendantes toutefois l'une de l'autre, mais inévitablement il y a une certaine convergence. Je ne peux pas, dans l'intérêt du succès de l'opération, faire de commentaires sur la situation respective qui peut exister dans la région de Châteauguay par rapport à la région d'Oka.

Mme Blouin: Est ce que les citoyens d'Oka peuvent espérer être soulagés du blocus, comme ça se passe maintenant du côté de Montréal?

M. Bourassa: Tout ce que je puis vous dire, c'est que le gouvernement fait, comme vous l'avez constaté depuis près de 50 jours, nous faisons, à toutes fins pratiques, l'impossible pour arriver à une solution qui soit pacifique et qui respecte évidemment les lois québécoises et les lois canadiennes. Oui, M. Houle. M. Jobin et M. Houle.

M. Jobin: M. Bourassa, êtes-vous en mesure de nous confirmer que les négociations que mène actuellement John Ciaccia n'ont rien à voir avec l'entente qui est intervenue cet après-midi...

M. Bourassa: C'est tout à fait indépendant, comme on l'a dit de part et d'autre. La Confédération des Iroquois a fait une demande pour rencontrer M. Ciaccia, qui est ministre délégué aux Affaires autochtones, il y a quelques jours. Son autorité est quand même reconnue. M. Ciaccia, comme il l'a fait avec les différents groupes autochtones, a accepté de les rencontrer, discute avec eux et ceci peut finalement aboutir à une entente si le gouvernement canadien est d'accord, si le gouvernement du Québec est d'accord. Mais ceci est indépendant, comme je vous le disais, des opérations militaires.

M. Jobin: Est-ce que l'armée vous avait prévenu d'avance qu'elle allait passer à l'action au pont Mercier?

M. Bourassa: Je vous ai dit tantôt – et ce n'est pas moi qui l'ai dit, cela a été dit par le chef de l'état-major – que le chef de l'état-major fait rapport au gouvernement du Québec et au premier ministre. Donc, le premier ministre du Québec est mis au courant ou discute de l'évolution des opérations militaires comme de l'évolution du dossier politique ou des négociations. Il va de soi que l'objectif de mon gouvernement, nous essayons de l'appliquer, que ce soit au niveau des opérations militaires comme au niveau des discussions politiques.

Une voix: M. Bourassa.

M. Bourassa: M. Houle, pardon.

M. Houle: Vous dites que sont indépendantes les négociations qui se font au niveau politique des négociations qui se font au niveau militaire. Par contre, qu'est ce qui a pu convaincre les Warriors d'abandonner leurs armes au niveau de certaines barricades et les convaincre de mettre fin à ces barricades? Qu'est ce qui a pu se passer à la table de négociation politique pour permettre ce geste?

M. Bourassa: M. Ciaccia a déclaré en fin d'après-midi qu'il y avait eu progrès sur plusieurs points. Vous connaissez les objectifs du gouvernement, nous les avons exprimés très souvent pour ce qui a trait à l'amnistie. Par ailleurs, on sait fort bien que l'armée canadienne, à la demande du gouvernement du Québec et de son chef, a évolué graduellement depuis quelques semaines: il y a eu appel à l'armée, déplacement dans les régions impliquées, l'armée aux barricades et il y a eu ma déclaration de lundi dernier. Mais tout cela, comme je vous dis, se fait indépendamment; les deux actions se font indépendamment l'une de l'autre, avec les résultats qu'on doit quand même constater que nous avons, depuis quelques heures, les premiers signes vraiment concrets d'un dénouement qui pourrait être pacifique dans quelques jours.

Et nous le souhaitons vivement. Nous pensons évidemment aux 100 000 Québécois qui sont privés d'un service essentiel depuis 50 jours. Il faut quand même déplorer toutefois les scènes que nous avons connues de part et d'autre; et on peut se référer à celles que nous avons constatées hier soir à la télévision, évidemment, qu'on doit regretter très vivement. C'est pourquoi le gouvernement, dans tous ses gestes, essaie de faciliter ce dénouement pacifique qui, je crois, est souhaité par la plus grande partie de la population du Québec.

Des voix: M. Bourassa.

M. Saint-Louis: Je voudrais vous parler des scènes disgracieuses d'hier soir. Le premier ministre du Canada a demandé une enquête là-dessus. Est-ce que vous, vous vous engagez à ce que les autorités poursuivent les accusés en question, puisqu'ils ont été identifiés?

M. Bourassa: Je crois que le ministre de la Justice a fait savoir aujourd'hui que, comme dans n'importe quel autre cas, c'est évident que la justice s'applique pour tous les citoyens. Le ministre de la Justice a comme responsabilité de faire appliquer la loi et la loi est égale pour tous. M. Descôteaux.

M. Descôteaux: Est-il exact, M. Bourassa, que, dans la négociation, M. Ciaccia est prêt à s'engager à la reconnaissance d'une sorte de souveraineté pour les Mohawks?

M. Bourassa : Les engagements du gouvernement du Québec comme ceux du gouvernement du Canada sur cette question-là sont connus. Et là, quand je parle du gouvernement du Québec, on peut se référer au gouvernement qui nous a précédé. Pour la région de Kahnawake, on sait que la reconnaissance d'une nation distincte... Nous-mêmes nous avons reconnu le gouvernement autonome. Donc, il n'y a rien de nouveau. On peut se référer à la Constitution de 1982 sur la reconnaissance des droits des autochtones. Donc, les termes qui sont utilisés dans les discussions, on les retrouve, soit dans les documents officiels du Québec ou du Canada. M. McKenzie.

M. McKenzie (Donald): M. Bourassa, il semble que les Mohawks à Oka demandent un amendement à la loi de la police pour rendre la Sûreté du Québec davantage responsable.

M. Bourassa: Il y aura, à compter du premier septembre, un code de déontologie qui s'appliquera. Donc, si vous regardez la loi qui commencera à s'appliquer le premier septembre, qui a été adoptée au printemps, sur la déontologie, je crois que ceci devrait normalement répondre, aux attentes Ça n'empêche pas le ministre de discuter de l'application de cette loi.

Une voix: M. Bourassa.

M. Bourassa: Oui. M. Jobin et Mme Blouin et je devrai quitter, on a un caucus.

Une voix: En anglais.

M. Bourassa: En anglais, évidemment.

M. Jobin: M. Bourassa, dans les discussions que mène actuellement John Ciaccia, le problème... sur le dépôt des armes à Oka. Est-ce que le gouvernement du Québec considère cette condition sine qua non, le dépôt des armes...

M. Bourassa: La position du gouvernement du Québec, on la retrouve dans le document du 27 juillet pour ce qui a trait aux armes. Mme Blouin, une dernière question en français.

Mme Blouin: M. Bourassa, pourquoi a-t-il été plus facile pour l'armée de s'entendre avec les Mohawks pour lever les barricades qu'avec le gouvernement? Pourquoi l'armée a-t-elle eu plus de succès?

M. Bourassa: Attendons la fin de cette situation extrêmement complexe, je pense bien l'une des plus délicates, l'une des plus difficiles qu'aucun gouvernement n'a eu à affronter – Je pense ceci est évident pour tous. Nous pourrons faire le bilan et, à ce moment-là, nous pourrons tirer des conclusions. Questions en anglais.

Mme Gross: Mr. Bourassa, I would to ask you... It has been fifty days you got... You still have problems in Oka... How satisfied are you?

M. Bourassa: I am satisfied to the extent that it is the first concrete sign that we might have a peaceful solution. But it is far from over. It is only the first sign and I hope it is the beginning of the end.

Mme Gross: ...It seems... the Mohawks in Oka to start to ... give up though, and may, among other things fear reprisals from the Quebec police force?

M. Bourassa: Mr. Ciaccia, and there is also representation from the federal Government, are having discussions now, as you know, and he is listening to these representations, and they are trying to find an acceptable solution.

M. Séguin: As a result of... recognize the Mohawks... and ... communities as nations?

M. Bourassa: I think in all those questions of nations, or distinct groups, or communities, or sovereignty, we are referring to situations which already are existent. As you know, we have agreements which have been signed recognizing self-government. I think that the Quebec Government is among the first governments in Canada to support self- governments, autonomy for the native people. So we already have... And there is some rights which are included in the Canadian Constitution. So in the light of all that, those expressions should be considered in the light of all the constitutional documents and other administrative documents.

M. Cox: Mr. Premier, the army says that they struck a gentlemen's agreement with the Warriors, which lead to the dismantle of the barricades Do you know if there is anything in the agreement...

M. Bourassa- As I said in French, a few moments ago, the Quebec Government and the Prime Minister are responsible for the army operation according to the National Defence Act. Of course, the minister. of Defence is informed but as the chief of staff said, he has to get instructions, not for the modalities of the military action... But general instructions are coming from the Quebec Government. So, therefore, to that extent it is acceptable to us.

M. Cox: Sir...

Mme Brown: Sir, the army...

M. Bourassa: So will see you tomorrow. There is a session.